



Colloque « Heurs et Malheurs du capitalisme »

Vendredi 4 février
IUFM Clermont Ferrand, Chamalières

Les origines du capitalisme et l'histoire globale

Philippe Norel
Université de Poitiers, CRIEF

Les origines du capitalisme et l'histoire globale

Philippe NOREL

Université de Poitiers, CRIEF

(Version provisoire)

Pendant l'essentiel du 20^{ème} siècle, la question des origines du capitalisme a opposé schématiquement une école marxiste et une école d'inspiration weberienne. Pour la première, ancrée dans l'analyse des luttes sociales, les contradictions propres au mode de production féodal furent déterminantes d'une évolution originale, connue de la seule Europe occidentale, à l'exception peut-être du Japon (Dobb et Sweezy, 1977 ; Brenner, 1976 ; Meiksins-Wood, 2002 ; Bühr, 2006). Pour la seconde, qualifiable éventuellement de « moderniste » et fondée sur l'idée d'un progrès historique de la rationalité économique, le capitalisme s'identifiait volontiers à six conditions fonctionnelles (technique et droit rationnels, existence d'une main d'œuvre libre, liberté de marché, commercialisation de l'économie, détention des moyens de production par des entités à but lucratif), toutes conditions peu à peu construites entre 13^{ème} et 19^{ème} siècles et permettant la rationalisation de la recherche du profit (Weber, 1991), avec cependant des insistances différentes sur le rôle de l'entrepreneur (Schumpeter), la construction de la bourgeoisie urbaine (Baechler, 1971) ou encore l'innovation technique (Landes, 1998). Les deux écoles s'accordaient au moins sur une conclusion : le capitalisme était né de causes essentiellement internes aux sociétés européennes.

Cette opposition traditionnelle a été largement bousculée par l'apparition de l'*histoire globale*, en tant que discipline, dans le dernier tiers du siècle dernier. L'histoire globale a pris naissance dans ce qu'on a d'abord appelé la *World History*, élaborée aux Etats-Unis [Manning 2003], sur la base des travaux pionniers de Hodgson et McNeill (1963). La *World History* a ainsi promu de nombreux « cours d'histoire du monde » dans les universités et l'enseignement secondaire américains, rééquilibrant ainsi le poids des autres continents dans les programmes. Ces cursus ont incarné une forme de refus de l'eurocentrisme ou de « l'histoire tunnel » dénoncée par Blaut (1993), laquelle oublie les chronologies des autres ou ne les considère qu'en réaction aux faits et gestes de l'Occident.

A priori différente de la *World History*, l'histoire globale met l'accent sur la structure des connexions économiques, politiques et culturelles entre régions du monde et entre continents, cherche à faire apparaître des systèmes, des processus d'ensemble. Mazlish (1998) marque la différence de ses finalités avec la « World History », en en faisant, non plus une description, en quelque sorte terre-à-terre, des « mondes » existants et de leurs connexions, mais un regard, d'une certaine façon extérieur, sur le « globe » en tant que tel. L'histoire globale s'intéresserait donc à tous les « processus historiques qu'il paraît plus pertinent d'analyser au niveau global qu'aux niveaux local, national, régional ». Elle permettrait ainsi de comparer les modalités locales d'expression de ces processus globaux. Pour sa part, Northrup (2005) estime aussi que cette discipline ne peut pas se contenter de pratiquer une « intégration horizontale », une simple mise en relation des expériences humaines à un moment donné de l'histoire. Elle doit aussi pratiquer une « intégration verticale », c'est-à-dire identifier des périodes significatives dans la longue durée et fournir des modèles d'explication des évolutions au sein de cette dernière.

Parmi ces évolutions, la formation du capitalisme, en tant qu'elle marquerait l'ascension de l'Occident, tient désormais une place importante au sein de la littérature se réclamant aujourd'hui de l'histoire globale. Les travaux comparatifs récents d'Arrighi (2007) ou de Mielants (2008) témoignent, parmi d'autres, de cette saisie des origines du capitalisme par l'histoire globale. Celle-ci a fondamentalement introduit l'idée d'une genèse largement exogène du capitalisme, au sein des nations européennes. Outre ce précurseur que fut McNeill (1963), c'est sans doute Braudel (1979) qui a le premier renversé la problématique en posant le capitalisme comme un ensemble de pratiques visant à contourner les marchés réglementés en vue de saisir les occasions de profit et de créer des situations de monopole. Ces pratiques étant d'abord l'apanage des commerçants de longue distance et de financiers de haut vol, Braudel identifiait le capitalisme à la pénétration de ces comportements dans les sociétés européennes, à partir du 12^{ème} siècle. Dans la mesure où ces pratiques contribuaient surtout à construire les logiques inhérentes à des systèmes-monde successifs (centrés d'abord sur Venise, puis sur Amsterdam, Londres et New-York), l'évolution du capitalisme occidental s'est alors imbriquée dans l'histoire de ces systèmes-monde.

Cette détermination externe a pris trois visages au sein de l'histoire globale. Chez Wallerstein (1974, 1985), il y a une quasi-identité entre le système-monde moderne qui émerge au 16^{ème} siècle et le capitalisme européen. En effet, Wallerstein refuse de réduire le mode de production capitaliste aux équations abstraites de Marx et considère qu'il s'agit d'un « *système social historiquement situé* » dans lequel « *le capital en est venu à être employé dans le but premier et délibéré de son auto-expansion* » (1985, p. 13-14). De fait, les blocages du féodalisme ont été levés historiquement par trois moyens : « une expansion de la taille géographique du monde, le développement de méthodes différenciées de contrôle du travail pour différents produits et différentes zones de l'économie-monde, et la création de machines étatiques relativement fortes dans les Etats du cœur » (1974, p. 38). Dès lors, la conquête du continent américain d'une part, l'apparition du travail forcé au Pérou comme du second servage en Pologne d'autre part, l'apparition des Etats mercantilistes britannique, néerlandais et français enfin, seraient indissociables de cette logique du capitalisme historiquement situé.

Mais un second courant en histoire globale considère, plus modestement peut-être, que le capitalisme européen s'enracine dans la participation accidentelle de ce continent au système-monde préalable des 13^{ème} et 14^{ème} siècles, lié à la domination des Mongols, de la Chine jusqu'à l'Europe orientale. Pour Abu-Lughod (1989), le réseau d'échanges eurasiens ainsi conforté aurait à la fois affaibli les puissances autrefois dominantes de l'Asie (l'Inde du Sud du royaume de Vijayanagar puis la Chine des Ming) et donné aux marchands européens à la fois des routes plus sûres pour aller en Asie et des techniques (la lettre de change d'origine persane, la société de capitaux d'origine arabe) particulièrement cruciales pour la suite.

Enchaînant sur ce thème, Frank (1998) considère que le capitalisme en tant que tel n'est plus un trait distinctif de l'Europe et qu'il ne serait que la forme historique provisoire prise par la nouvelle hégémonie britannique sur un système-monde vieux de plusieurs millénaires et ayant connu de nombreux changements de « *leader* ». De son côté Hobson [2004] n'hésite pas à affirmer que l'Europe s'est emparée d'un portefeuille de ressources et techniques asiatiques au cours d'une globalisation orientale, entre 500 et 1500, avant de les retourner contre l'Asie et l'Afrique afin de piller leurs matières premières dans le cadre d'un état d'esprit impérialiste qui serait la véritable originalité de notre continent. Dans ces hypothèses, la question du capitalisme se dissoudrait dans celle des cycles d'hégémonie, au mépris par ailleurs, à la fois des améliorations européennes apportées aux techniques empruntées à l'Asie, comme des innovations propres à la révolution industrielle.

L'histoire globale d'inspiration braudélienne n'a pas pour autant discrédité les théories d'une genèse interne du capitalisme européen. Elle les a au contraire sensiblement complétées et enrichies. Nous avons montré ailleurs (Norel, 2009) que l'apparition du rapport de production capitaliste dans le cadre des enclosures anglaises des 16^{ème} et 17^{ème} siècles, à juste titre centrale pour les marxistes, a été considérablement accélérée par l'argent américain et les réussites néerlandaises dans l'océan Indien. De même, le premier capital marchand européen qui apparaît moteur aux yeux des marxistes, doit beaucoup aux diasporas juive et syrienne qui ont maintenu le commerce de longue distance sur le continent dans les siècles difficiles entre la chute de Rome et l'avènement des Carolingiens. Il en va de même du capital marchand des cités Etats italiennes étudié par Arrighi (1994) et Mielants (2008) et lié à la diffusion des techniques commerciales et financières orientales. L'approche marxiste peut donc être articulée avec l'histoire globale. Il en va de même de l'approche « moderniste » dans la mesure où les institutions mêmes du capitalisme, soit les six conditions chères à Weber, ne se sont solidement établies que sous l'effet d'une dynamique smithienne du changement structurel (Norel, 2009, p.195-217). C'est en effet le marché externe, dans sa double composante de débouché et de source d'approvisionnements importés, qui est finalement à la racine de la commercialisation de l'économie, de l'innovation technique et de l'apparition d'une force de travail strictement obligée de se vendre, comme nous allons le montrer. Autrement dit, et quelle que soit la définition adoptée du capitalisme, il semble aujourd'hui que les origines de ce dernier soient plus à chercher dans une synergie dynamique entre facteurs internes et externes, dans le cadre d'une histoire globale trop longtemps négligée.

Ce travail se propose donc de faire le point sur la pertinence et la fécondité des concepts et méthodes de l'histoire globale sur cette question de la formation du capitalisme. Après avoir étudié l'apport de Braudel et de ses successeurs directs à cette problématique, dans le cadre des analyses en termes de systèmes-monde, nous aborderons successivement les théories marxistes et webériennes pour situer tout ce que l'histoire globale peut leur apporter. Elargissant la problématique, nous construirons ensuite le concept de « dynamique smithienne du changement structurel » qui nous semble aujourd'hui le plus pertinent pour comprendre le lien entre l'interconnexion des économies et le changement institutionnel qui fonde le capitalisme en Occident.

L'APPROCHE BRAUDELIENNE DU CAPITALISME

Pour éclairer cette question du capitalisme, il nous semble que Braudel apporte trois éléments cruciaux et parfois très originaux, trois véritables clés d'analyse. C'est en premier lieu, à rebours des analyses classiques de Marx ou de Weber, l'identification du capitalisme à l'esprit et aux pratiques du capital marchand, de ces commerçants qui contournent les marchés régulés et/ou concurrentiels, spéculent sur longue distance, disposent des privilèges de l'information et de la fortune et peuvent, en conséquence, s'abstenir de toute spécialisation. C'est ensuite l'importance accordée au lien entre ces marchands de haut vol et le pouvoir politique, ce dernier permettant, outre des affaires fructueuses pour le grand commerce, un développement économique territorial significatif, fondé précisément sur l'action de ces marchands. C'est enfin l'affirmation que ce capital marchand particulier n'est pas l'apanage de la seule Europe, qu'en conséquence le capitalisme est potentiellement universel en dépit de conditions socio-politiques qui entraveraient son développement ailleurs. La démarche comparatiste de Braudel est alors centrale pour notre problématique et annonce sans doute des démarches contemporaines, en histoire globale, ayant montré toute leur pertinence (Wong, 1997 ; Pomeranz, 2000 ; Goldstone, 2008, parmi d'autres).

Pour Braudel le capitalisme est, en premier lieu, quelque chose de très concret qui désigne, paradoxalement, « *des activités qui s'avèrent différentes de l'économie de marché* » (1985, p.49). Le capitalisme n'apparaîtrait que lorsque le marchand cherche à contourner les marchés réglementés et relativement transparents qui apparaissent au bas Moyen-âge (12^{ème} siècle). Braudel distingue, on le sait, deux sphères économiques. Dans la sphère A se regroupent les échanges quotidiens du marché, les transactions bien connues, les trafics locaux et à courte distance, mais aussi certains échanges lointains et néanmoins transparents (par exemple l'acheminement de grains de la Baltique, en raison du synchronisme des prix au départ et à l'arrivée, de ses marges bénéficiaires connues). La sphère B en revanche serait faite d'absence de transparence, de détournement de trafic en vue du profit. Braudel la nomme le « contre-marché » car elle consiste à se débarrasser des règles du marché traditionnel, souvent paralysantes, pour aller acheter aux producteurs chez eux, voire leur acheter à l'avance, le blé encore en herbe ou la laine avant la tonte. Ce type de vente se déroule aussi en marge du marché officiel, à l'auberge ou sur une place annexe du bourg. Et il est particulièrement difficile d'y résister. Le marchand venant de loin y paie en effet comptant et à des prix qui peuvent dépasser ceux qu'octroierait le marché réglementé (sa connaissance du prix de vente final, dans un pays éloigné, lui permettant d'apparentes largesses). Ce serait l'efficacité de ces longues chaînes marchandes entre production et consommation « *qui les a imposées, en particulier pour le ravitaillement des grandes villes, et qui a incité les autorités à fermer les yeux* » (1985, p.58). Et plus ces chaînes s'allongent, plus elles échappent aux règles et aux contrôles, plus le processus capitaliste émerge clairement. En ce sens, le capitalisme s'oppose dès l'origine aux autorités, naît de cette opposition, n'existe pas hors des contraintes du pouvoir. Ce commerce paradoxal (puisque se développant en marge des marchés constitués et réglementés) se partage par ailleurs entre quelques mains, concerne un groupe de gros négociants qui se détache nettement de la masse des marchands, est relié enfin au commerce de longue distance. Pour Braudel c'est dès le 13^{ème} siècle que ce phénomène devient visible à Paris, dès le 12^{ème} au moins qu'il apparaît dans les villes d'Italie. Les négociants en question disposent d'une multitude d'avantages : supériorité de l'information, de l'intelligence, capacité de jouer sur les monnaies métalliques, capacité d'augmenter leur capital par des prêts mutuels, absence de spécialisation et souplesse dans le réinvestissement vers les activités les plus rentables. Par dessus tout, ces négociants sont déjà « internationalisés » et, s'ils ne constituent pas toujours des monopoles durables, ont toujours les moyens de supplanter la concurrence. Quant aux pouvoirs, étatiques ou urbains, ils laissent faire dans la mesure où ils trouvent leur intérêt dans ce négoce (lever quelques impôts en échange de leur protection, ravitailler les villes), quand ils ne participent pas eux-mêmes directement à ce négoce en le renforçant, ce que précisément l'auteur nous montre dans le cas de Venise.

Et justement, chez Braudel, le capitalisme ne s'épanouit véritablement que dans une synergie entre le capital marchand et les pouvoirs politiques, les commerçants de haute volée et l'Etat. Ce deuxième point est fondamental. Les capitalistes ne réussissent vraiment dans leurs affaires et ne déterminent un développement réel de certaines économies territoriales que lorsqu'ils instrumentalisent en quelque sorte le pouvoir d'Etat sur le modèle de Venise ou des Provinces-Unies. Dans cette approche, les marchands capitalistes précèdent l'Etat tout en ayant besoin de lui : « *l'Etat moderne, qui n'a pas fait le capitalisme mais en a hérité, tantôt le favorise, tantôt le défavorise ; tantôt il le laisse s'étendre, tantôt il en brise les ressorts. Le capitalisme ne triomphe que lorsqu'il s'identifie avec l'Etat, qu'il est l'Etat* » (1985, p.68). Si les intérêts privés des marchands de la sphère B sont donc clairement considérés comme antérieurs à l'Etat, au risque de se trouver ainsi naturalisés chez Braudel, ils n'en demeurent pas moins soumis aux pratiques de ce dernier pour parvenir à leur plein développement.

Il est tout à fait clair que cette position braudelienne a fait école en histoire globale. Ainsi, Arrighi (1994) trouve le modèle de ces capitalistes liés à l'Etat dans les marchands des Cités-Etats italiennes de la fin du Moyen-âge, tout en considérant qu'ils ne feraient que reproduire des comportements très anciens, observés de longue date dans le système-monde afro-eurasien et propres à ce qu'on pourrait appeler un « capitalisme diffus ». La question fondamentale pour lui est alors déplacée par rapport à la tradition marxiste : « *la transition vraiment importante qu'il s'agit d'élucider n'est pas celle du féodalisme au capitalisme, mais le passage d'un pouvoir capitaliste diffus à un pouvoir capitaliste concentré* » (1994, p.11). Mielants (2008) lui fait écho en considérant, dans une lignée déjà parcourue par Weber et Hicks (1974), avant Braudel, que l'originalité de l'Europe serait précisément, au sein du « système inter Cités-Etats », cette mainmise des grands marchands sur l'appareil d'Etat afin de mettre la puissance publique au service de l'accumulation commerciale privée. Il est symptomatique cependant qu'à l'instar de Braudel, Arrighi et Mielants n'envisagent pas de réussite durable de cette synergie en dehors d'une instrumentalisation de l'Etat par les capitalistes.

Troisième clé d'analyse, l'universalité de ce capital marchand et donc la possibilité d'un développement généralisé du capitalisme. Braudel montre ainsi que les traits caractéristiques du capital marchand européen, accumulation privée, jeu sur les monnaies, capacité de faire circuler le capital comme d'investir dans n'importe quel secteur, se retrouvent très largement ailleurs. On les observe dans le Japon des Tokugawa bien sûr, mais aussi dans l'Inde moghole ou l'Insulinde des cités marchandes, en pays d'Islam avec son développement urbain très ancien, voire en Chine, n'était la pression subie par les grands marchands de la part des autorités politiques (sauf peut-être durant les dynasties Song (Gernet, 1972).

Sur ce point, il est possible que Braudel ne fasse pas de distinction franche entre les marchands capitalistes du Moyen-âge européen et les commerçants asiatiques des diasporas les plus anciennes, dans l'océan Indien ou sur les routes de la Soie. Sans que ces différences soient parfaitement claires aujourd'hui, les travaux de Chaudhuri (1985), Lombard et Aubin (1988), Bentley (1993, 1996, 1998), Curtin (1998), Goitein (1999), Barendse (2002), plus récemment Mielants (2008), ont accrédité l'idée d'un commerce sans doute plus concurrentiel qu'en Europe, de liens plus ténus avec les pouvoirs politiques ou militaires, peut-être d'une moindre opacité des pratiques et des techniques commerciales. C'est sans doute là un point décisif à élucider quant à la question de l'universalité potentielle du capitalisme européen...

Plus généralement, ce serait pour Braudel le rapport de ces marchands aux hiérarchies sociales qui déterminerait l'éclosion ou non d'un capitalisme autonome. Mais ce faisant, Braudel ne confère-t-il pas une importance excessive au seul jeu des acteurs sociaux, laissant quelque peu de côté les réalités objectives issues pour partie de leur action ? Il est tout à fait évident que le bouleversement total de l'économie mondiale qui suit l'alimentation, en métal argent, de l'Europe et de l'Asie, tout comme la mise à disposition du vieux continent de terres nouvelles et abondantes, constituent des réalités particulièrement structurantes dans la construction du capitalisme européen aux 16^{ème} et 17^{ème} siècles. Autrement dit, la complicité entre les marchands et les hiérarchies existantes ne constituerait le capitalisme que dans le cadre d'une certaine centralité dans un système-monde connaissant, par ailleurs, une transformation rapide et totalement favorable à l'accumulation.

Chez Braudel, le capitalisme est donc moins un système économique ou un mode de production qu'un état d'esprit, un ensemble de pratiques de contournement des

règlementations et de recherche de monopoles et, en même temps, un principe d'instrumentalisation de l'Etat. En conséquence, le capitalisme semble repérable chez Braudel dès lors que ces éléments seraient présents et joueraient de leurs synergies. Au-delà de sa définition formelle comme une stratégie visant à insérer systématiquement le capital dans la production [1985, p.52], le capitalisme est donc bien d'abord une synergie entre l'Etat et une classe particulière de marchands.

LE CAPITALISME COMME RESULTAT HISTORIQUE D'UNE ECONOMIE INTERCONNECTEE

Wallerstein parvient à faire coïncider l'émergence du capitalisme et celle du système-monde moderne dans la mesure où sa définition du capitalisme, quoique inspirée du marxisme, s'en démarque clairement. Le capitalisme est pour lui d'abord « *un système social historiquement situé* » (1985, p.13), sans doute pas réductible aux formulations abstraites proposées par Marx, et dans lequel « *le capital en est venu à être employé dans le but premier et délibéré de son auto-expansion* » (1985, p.14). Pour assurer cet investissement d'un capital donné, dans le but d'en retirer un capital accru, le capitalisme a dû lever les blocages propres aux sociétés antérieures : trouver une main d'œuvre susceptible (ou obligée) de se vendre, écouler les produits et donc trouver des consommateurs disposés (ou contraints) à acheter, dégager un profit au-delà des multiples coûts encourus (notamment des coûts de protection et de transaction parfois démesurés). Si ces blocages existaient, c'est que des éléments (main d'œuvre « libre », terre, acheteurs, protection) *manquaient dans la mesure où* » ils relevaient de processus qui n'étaient pas considérés comme pouvant ou devant faire l'objet de transactions marchandes » (1985, p.15). En conséquence, « *l'émergence historique du capitalisme réclamait l'extension des processus marchands, non seulement dans l'échange, mais aussi dans la production, dans la distribution et l'investissement, qui s'effectuaient auparavant sans passer par le marché* » (1985, p.15-16). En ce sens, « *le développement historique du capitalisme a impliqué un mouvement irrépressible de transformation de toute chose en marchandise, une véritable marchandisation du monde* » (1985, p.16).

C'est précisément un tel processus qui prendrait son essor dans la seconde moitié du 15^{ème} siècle. Depuis le début du 14^{ème}, plus précisément avec les disettes des années 1315-1320 (Bois, 2000, p.56-57), l'Europe est entrée dans une crise agraire grave, due fondamentalement aux difficultés du rapport de production féodal et à des rendements décroissants de la terre dans le cadre d'un essor démographique rapide (Abel, 1973, p.55-61). Cette crise est aussi corrélée avec les épidémies de peste (diffusées depuis la Chine par le « *système-monde mongol* ») et des entreprises militaires récurrentes, dont la fameuse guerre de cent ans. Elle connaîtrait son paroxysme et point final, en tout cas dans l'Ouest de la France, autour de 1450 (Bois, 1981, p.305). La voie objectivement (sinon consciemment) retenue pour surmonter cette longue dépression est tout à fait originale. Elle est de fait engagée par les Portugais et consiste en trois éléments : « *une expansion de la taille géographique du monde, le développement de méthodes différenciées de contrôle du travail pour différents produits et différentes zones de l'économie-monde, et la création de machines étatiques relativement fortes dans les Etats du cœur* » (Wallerstein, 1974, p.38). Le premier élément donne bien sûr des terres nouvelles permettant de surmonter les rendements décroissants connus dès la fin du 13^{ème} siècle mais aussi des ressources minières et notamment métalliques, libère enfin la démographie. Le second permet, par le travail forcé en Amérique, le retour au servage en Europe de l'Est et inversement le développement du salariat en Europe de l'Ouest, de transformer progressivement la force de travail en véritable marchandise. Le troisième donne les moyens politiques et militaires de pérenniser l'expansion au-delà des premières conquêtes

tout en assurant des formes élémentaires de régulation de l'économie (ce qui deviendra le mercantilisme). Au total, la création du système-monde moderne, tel qu'il est caractérisé immédiatement par ces trois éléments, est bien une solution de dépassement des impasses du féodalisme, tout en projetant les économies européennes dans le « capitalisme historique » du fait de l'accroissement de la « marchandisation du monde » qu'il implique. Autrement dit, la spécificité occidentale déterminante, à savoir la création du capitalisme historique, est bien chez Wallerstein consubstantielle à une certaine interconnexion économique globale, celle qui commence avec les explorations portugaises en Asie puis la mainmise des puissances ibériques sur l'Amérique.

Beaucoup d'auteurs ont regretté que Wallerstein, au-delà de la logique implacable de sa construction, néglige les connexions antérieures entre les différents continents et fétichise en quelque sorte la date butoir de 1450. Wallerstein s'est souvent expliqué sur ce choix, utilisant de nombreux arguments qui ne seront pas discutés ici [voir par exemple son texte récent, en français, in Beaujard, Berger, Norel, 2009. Il apparaît cependant qu'il sous-estime les éléments de « marchandisation des relations sociales » qui surviennent en Europe entre 12^{ème} et 15^{ème} siècles : développement du salariat urbain et rural comme du marché de la terre, premières séparations de paysans d'avec leurs moyens de production, extension de l'accumulation du capital marchand et financier, notamment en Italie et en Flandre... Il y aurait donc bien un premier « capitalisme historique » à cette époque, apparemment déconnecté de l'extension de l'espace européen... A moins qu'il ne soit lui aussi connecté à un système-monde antérieur ?

Une autre explication, allant partiellement dans ce sens, a été proposée par Findlay (2002), puis développée par Findlay et O'Rourke (2007, p.111-120), qui relie directement les « grandes découvertes » de la fin du 15^{ème} siècle, donc l'essor du système-monde moderne et du capitalisme historique de Wallerstein, aux conséquences de la peste noire de 1348, donc finalement au « système-monde mongol » préalable.

Findlay établit un modèle monétaire de l'économie féodale autour de 1350 et analyse les conséquences de la grande peste sur le produit, le revenu par tête, le niveau des prix et la balance commerciale avec l'Orient. Partant de deux secteurs produisant respectivement des « biens » et du « métal argent », il montre que la dépopulation consécutive à la peste réduit le produit mais augmente vraisemblablement le produit par tête (effet des rendements décroissants du travail : moins de travailleurs signifie un plus grand rendement pour chacun). Dans une perspective monétariste, la baisse du produit implique, à quantité et vitesse de circulation de la monnaie constantes, une hausse du niveau des prix (de fait attestée entre 1350 et 1375). Dans ces conditions l'analyse microéconomique montre que la production de métal argent doit baisser (le pouvoir d'achat du métal diminuant), tandis que les « agents » vont acheter plus de produits orientaux dont le prix a évidemment baissé, relativement aux biens locaux. Inflation interne et déficit commercial vis-à-vis de l'Orient apparaissent donc inévitables dans un premier temps. Ensuite, la montée du produit par tête stimulant la natalité, le produit remonte lentement tandis que la masse monétaire baisse (conséquence des sorties de métal argent pour payer le déficit avec l'Orient). En conséquence, le niveau des prix se met nécessairement à baisser et entraîne une période de « déflation » qui durerait grossièrement jusque vers 1480. Cette baisse des prix renchérit d'autant la valeur des métaux précieux et conduirait Portugais et Génois dans leur quête éperdue de l'or et de l'argent.

Autrement dit ce ne seraient plus les rendements agricoles décroissants (Abel) et le mode de production féodal en difficultés (Bois), mais le choc de la grande peste qui engendrerait à la

fois la phase de « stagflation » qui commence en 1350, tout comme la déflation de prix qui la suit. On peut évidemment formuler des critiques techniques à l'encontre de ce modèle (irréalisme d'une vitesse de circulation de la monnaie constante sur 150 ans, datations empiriquement incertaines chez Findlay). Il n'en a pas moins le mérite de considérer l'extension géographique du 15^{ème} siècle, à la recherche des métaux précieux pour pallier la baisse des prix, comme une conséquence indirecte de l'interconnexion entre continents menée un siècle plus tôt par les conquêtes mongoles, et des épidémies de peste qui s'ensuivirent. En clair, le grand essor de l'Occident, entraînant le capitalisme historique pour Wallerstein, serait le « rejeton » lointain d'une conjoncture asiatique (surtout épidémiologique) dans laquelle l'Europe n'aurait pris qu'une part infime.

Spécialiste du système-monde des 13^{ème} et 14^{ème} siècles, Abu-Lughod ne va pas aussi loin dans le raisonnement. Elle montre plus modestement le rôle crucial de ce système-monde, dans l'essor de l'Occident, à au moins deux niveaux distincts.

A un niveau géopolitique, il est clair que la fin du 14^{ème} siècle a été marquée, dans l'Est de l'océan Indien, par l'affaiblissement ou la relative impuissance des pouvoirs (royaume de Vijayanagar, principauté de Malacca) qui stabilisaient et sécurisaient le commerce dans le golfe du Bengale. Parallèlement le retrait de la Chine du grand commerce maritime, entamé de fait dès 1423, accentue le vide politique dans cette partie du système-monde (Abu-Lughod, 1989, p.360-361). Il est clair que cette double carence va considérablement favoriser l'entreprise portugaise au-delà de l'Inde, voire tout simplement la rendre possible, permettant ainsi l'accès des Européens aux épices les plus recherchées. Mais loin de constituer un simple remplacement, la mainmise portugaise n'aurait été possible que parce que les méthodes de cette nouvelle diaspora étaient différentes et peu habituelles pour les marchands locaux, les laissant donc en quelque sorte sans défense. Par ailleurs, le gain à en attendre était d'autant plus grand qu'il s'agissait, à l'époque, de l'espace commercial le plus performant de la planète. Autrement dit, un certain « déclin de l'Orient » dans l'espace économique le plus crucial de l'époque aurait précédé et permis « l'essor de l'Occident ».

A un second niveau, Abu-Lughod montre comment le « système-monde mongol » a largement contribué, sinon à la création, du moins à un développement du capital marchand européen. C'est évidemment le cas pour les cités-Etats italiennes comme Gênes ou Venise qui, font connaissance, en mer Noire ou dans leur partenariat avec l'Egypte, avec des techniques financières cruciales (*qirād* et *mudāraba* qui inspireront la *commenda* ; *suftaja* sans doute à l'origine de la lettre de change) et évidemment engrangent des profits considérables tandis que leur prospérité irrigue l'Europe. Mais ce l'est tout autant pour Bruges, qui deviendra, par l'intermédiaire des marchands-banquiers italiens une plaque tournante financière, et pour les villes textiles flamandes qui verront leur capital considérablement accru par les participations de ces mêmes Italiens (Abu-Lughod, 1989, p.87-94).

Déclin relatif de l'Orient dans l'espace clé de l'économie interconnectée et stimulation du capital marchand européen seraient donc les deux legs du système-monde des 13^{ème} et 14^{ème} siècles à l'Europe et justifient cette affirmation définitive que « *l'essor de l'Occident ne peut pas être attribué exclusivement aux caractéristiques internes à la société européenne* » (ibid., p.361). Les facteurs externes sont-ils alors surdéterminants, c'est-à-dire condition suffisante unique de cet essor ? C'est vers cette thèse radicale que se dirigent plusieurs autres auteurs. Ce faisant ils sont amenés, soit à banaliser la notion de capitalisme (lequel existerait

nécessairement en d'autres lieux du système-monde, et avant d'émerger en Europe, puisque cette dernière recevrait tout du système), soit à la considérer comme sans intérêt.

Cette approche est suffisamment structurée pour avoir nourri aujourd'hui, dans le cadre d'une démarche éventuellement contestable et sans doute réductrice, un courant influent en histoire globale. Ainsi Frank (1993, 1998) considère-t-il que « *les organisations économiques et politiques du monde antique et même archaïque étaient aussi caractérisées par les éléments propres au (proto)capitalisme (...), capital, monnaie, profit, marchands, travail salarié, entrepreneuriat, investissement, technologie, etc.* » (1993, p.205). En conséquence, il pose comme non pertinent le problème du passage, en Europe, au capitalisme, étant donné la continuité profonde des pratiques capitalistes, comme du système-monde. Pour lui, l'essor de l'Europe au 16^{ème} siècle représente simplement « *un transfert d'hégémonie à l'intérieur d'un système préexistant* » (1993, p.200) et rien d'autre. Pourquoi ne peut-on pas invoquer de « capitalisme », comme le fait par ailleurs Wallerstein (1974, 1985), à propos de cette transition ? Fondamentalement parce que « l'accumulation pour elle-même », qui définit chez Wallerstein le capitalisme historique, « *a joué un, sinon le, rôle central, dans le système-monde, bien au delà de l'Europe et bien longtemps avant 1500* » (Frank, 1993, p.202). Mais de plus, en admettant, avec Wallerstein, que le capitalisme historique s'identifie avec ce nouveau système-monde, le fait que toutes les caractéristiques de ce système (division centre-périphérie, cyclicité, hégémonie, etc.) aient été repérées préalablement ruine l'hypothèse d'une originalité, au 16^{ème} siècle, de quelque capitalisme que ce soit.... Frank en tire une histoire globale entièrement fondée sur la cyclicité au sein du système-monde et sur les successions hégémoniques. Le changement institutionnel lié à l'émergence d'un capitalisme européen n'en constitue évidemment plus un sujet de prédilection.

Il semble possible de dire aujourd'hui que, si la question posée par Frank est fondamentale et doit être examinée, sa propre argumentation apparaît particulièrement faible. Par exemple, il ne démontre aucunement, quoiqu'il en dise, que l'accumulation pour elle-même est la norme depuis l'antiquité. Si les travaux de Polanyi et de son courant de pensée ont largement étayé l'idée que le Marché et l'accumulation sans autre but qu'elle-même étaient contraints par l'ordre social dans l'antiquité, même leurs adversaires théoriques (Silver, 1995 ; Bresson, 2000) favorables à la réalité et à l'importance des marchés dans ces époques, n'iraient certainement pas jusqu'à approuver sans réserve la thèse de Frank. De même, il est inacceptable de réduire le capitalisme à un simple inventaire d'éléments tels que la monnaie, les marchands, l'investissement, et la technologie, sauf effectivement à dire que le capitalisme n'est rien. Enfin la réalité d'un seul système-monde depuis cinq mille ans paraît délicate à étayer, comme l'a montré a contrario Beaujard (2005).

Reste l'intuition incontournable d'une continuité telle des systèmes-monde qu'elle assurerait la diffusion progressive des modalités d'organisation économique éprouvées dans les centres anciens, tout en recréant en permanence hiérarchies et structures d'exploitation, privant les centres émergents, du fait de cette diffusion, de toute originalité ou de toute « exclusivité capitaliste ». C'est en quelque sorte cette hypothèse que reprend Hobson pour qui, « *l'Orient a rendu possible l'essor de l'Occident à travers deux processus, respectivement de diffusion/assimilation et d'appropriation. Les Orientaux ont d'abord créé, après 500 de notre ère, une économie globale et un réseau global de communications, grâce auquel les portefeuilles orientaux de ressources avancées (idées, institutions et technologies) se sont diffusés vers l'Ouest où ils furent ensuite assimilés à travers ce que j'appelle la mondialisation orientale. L'impérialisme occidental a ensuite, à partir de 1492, conduit les Européens à s'approprier toutes les ressources économiques de l'Orient permettant l'essor de*

l'Occident. De ce fait, l'Ouest n'a jamais été le pionnier autonome de son propre développement car son essor aurait été inconcevable sans les contributions de l'Orient » (2004, p.2-3).

Si la thèse peut paraître radicale elle a le mérite de synthétiser bien des éléments accumulés par l'histoire globale. Il est incontestable que l'Asie (la Chine bien sûr, mais aussi l'Inde, le monde Arabe, la Perse, l'empire Ottoman) a effectivement fourni à l'Europe un portefeuille essentiel de techniques, d'institutions et d'idées, au moins jusque vers 1500. Hobson développe l'idée complémentaire que ces apports ont été décisifs lors de chacun des tournants de l'histoire européenne : les techniques agricoles pour permettre un nouvel essor agraire après 600, les techniques commerciales, financières, militaires et nautiques après l'an mille pour autoriser le développement des affaires, notamment dans les cités-Etats italiennes, les techniques productives à la base de la révolution industrielle enfin. Sans négliger le fait que les idées orientales auraient été cruciales dans la Renaissance (Goody, 2007, p.125-132) ou dans la période des Lumières (Clarke, 1997), puis dans la naissance du libéralisme économique (Gerlach, 2005 ; Citton, 2007). Il est tout aussi évident que la prise de possession, après 1500, de matières premières, de terres, de force de travail et de marchés asiatiques a joué un rôle crucial dans le développement économique européen, comme les exemples portugais (16^{ème} siècle), mais surtout néerlandais (17^{ème}) et britannique (18^{ème}) le montrent clairement (Norel, 2004, p.239-300).

Ce qu'il appelle une « mondialisation orientale », entre 500 et 1500, ne sera contesté ici, ni dans sa matérialité, ni dans son caractère économiquement performant. Cette économie interconnectée par le biais de l'espace musulman s'enracine dans un monde de marchands, entre Nil et Asie centrale, n'appartenant pas à des cités-Etats du fait de la menace militaire permanente des puissances agraires voisines (Hodgson, 1993, p.111), donc indépendants et à penchants égalitaires. L'islam devait renforcer ces tendances, déjà fortes dans la Perse Sassanide (224-651), dans la mesure où la *sharia*, loin de confirmer des statuts personnels intangibles, faisait de toute relation humaine un objet de contrat entre égaux (ibid., p.116). L'islam était par ailleurs une religion élaborée par des commerçants de longue distance (Mahomet le tout premier) et, en ce sens, une religion adaptée à ce qui fut peut-être un capitalisme marchand. En témoigne la valorisation religieuse du commerce et du profit honnêtement gagné, l'habitude prise de saisir toutes les opportunités et de calculer ses bénéfices (donc une rationalité au sens de Weber), l'autorisation donnée par le Coran de faire du commerce même lors des pèlerinages (Hobson, 2004, p.37). Cette économie interconnectée diffuse donc des pratiques relevant à coup sûr du capitalisme marchand et a sans doute influencé les cités-Etats italiennes, dès le 10^{ème} siècle pour Venise (Crouzet-Pavan, 1999, p.91-93).

Hobson défend aussi l'idée que ces influences orientales ont permis des reformulations importantes de l'identité européenne, lesquelles ont été cruciales dans la détermination du maniement par l'Europe des ressources asiatiques puis américaines. Ainsi l'identité chrétienne, largement fondée sur une opposition à l'islam dominant des 8^{ème}-11^{ème} siècles, devait déboucher sur les croisades, à la fin du 11^{ème} et surtout aux 12^{ème} et 13^{ème} siècles, croisades dont on sait qu'elles constituent le premier contact direct important avec le système-monde afro-eurasien depuis la chute de l'empire Romain. Cette même identité chrétienne serait tout aussi motrice dans les « grandes découvertes » et la prise de possession de l'Amérique, fondant l'idée de la supériorité de l'homme blanc, donc légitimant (non sans heurts et contradictions) le pillage radical des ressources américaines, y compris humaines. Au 18^{ème} siècle, Hobson estime que la reconstruction de l'identité européenne, dans le cadre

de sa pénétration de l'Asie, se fera autour de l'idée d'un « racisme implicite » et de la nécessité morale de la mission de civilisation. Autrement dit, cette identité européenne serait bien un moteur à la fois dans le maniement des autres civilisations et, par conséquent, aussi dans l'essor de l'occident. Mais cette « qualité spécifique » ne serait pas donnée. Elle résulterait au contraire d'une interaction permanente avec les autres et, « *sans la diffusion des ressources matérielles et idéelles propre à la globalisation orientale, aucun amoncellement de cupidité et de désir d'appropriation, de la part des Européens, n'aurait pu leur permettre de passer la barre* » (Hobson, 2004, p.25).

Malgré la vigueur de ses arguments et la tentative de construire justement une « qualité distinctive » de l'Europe qui puisse expliquer ses succès, on ne peut pour autant suivre Hobson jusqu'au bout. C'est d'abord parce qu'il élude toute transformation européenne des techniques orientales alors que le matériau historique montre combien l'Occident s'est illustré dans l'amélioration, l'adaptation et surtout la sophistication d'outils comme la lettre de change, le calcul d'actualisation, la poudre, les procédés de fabrication textile ou les techniques agricoles. Et plus radicalement, les premiers pas de la révolution industrielle témoignent d'une véritable culture d'ingénierie, notamment britannique, sans laquelle le seul emprunt de techniques orientales de base n'aurait pas fait avancer l'économie d'un pouce. C'est ensuite par son oubli des relations très particulières qui se sont établies, en Europe, entre pouvoir politique et grands marchands et expliquent partiellement des trajectoires économiques divergentes, entre Orient et Occident, à partir du 17^{ème} siècle. C'est enfin par un déterminisme technologique souvent outrancier (l'étrier venu d'Asie aurait engendré le féodalisme...) et la négligence des trajectoires internes des sociétés européennes, indépendamment de leurs relations avec le grand monde extérieur...

Au total, ce qu'on peut sans doute appeler la postérité braudélienne a accouché d'analyses contrastées, parfois trop centrées justement sur les déterminants externes pour apparaître vraiment crédibles. C'est sans doute cette limite que nous pouvons surmonter en voyant maintenant comment la discipline de l'histoire globale peut enrichir des théorisations qui, à leur point de départ, paraissaient à l'inverse excessivement centrées sur les dynamiques internes des sociétés européennes.

APPROCHE MARXISTE ET HISTOIRE GLOBALE DE LA FORMATION DU CAPITALISME

Chez Marx le capitalisme désigne autre chose qu'un esprit et des pratiques, un véritable « mode de production ». Dans l'approche traditionnelle, un « mode de production » est constitué par la combinaison de « forces productives » à un certain niveau de développement et de « rapports de production » spécifiques. Les forces productives désignent ainsi en général la nature des techniques utilisées (outil élémentaire, machine actionnée par l'ouvrier, machine automatisée) mais aussi l'organisation de la fabrication (en ateliers séparés, manufacture ou grande entreprise) et la division technique du travail au sein des éventuels collectifs de production. Les rapports de production font référence aux relations qui se nouent entre les hommes dans le but de produire, relations techniques bien sûr mais aussi et surtout relations sociales : certains possèdent les moyens de production d'autres non, ce qui crée une division irréductible entre classes et définit différents statuts possibles pour les travailleurs directs (esclaves, serfs, salariés...). Sur ces bases, on peut sans doute dire que les rapports de production capitalistes se caractérisent par la tendance à la généralisation de l'échange marchand (tous les biens ont vocation à s'échanger, y compris la force de travail) et par l'extension du salariat (conséquence de l'appropriation privée des moyens de production par

quelques uns). Et le mode de production capitaliste combine donc ces rapports de production spécifiques avec les forces productives particulières au stade de la grande industrie.

Fondamentalement, c'est l'appropriation privée, parfois brutale, des moyens de production par la bourgeoisie et la noblesse qui, à partir de la fin du Moyen-âge, oblige une partie des individus relevant de **modes** coutumiers de subsistance, à vendre leur force de travail et à subir, notamment sous la forme particulière du salariat, une extorsion de plus-value (ou d'un surtravail). C'est bien, de façon concomitante, l'échange marchand qui sanctionne à la fois l'ampleur de ce surtravail et sa captation par le capitaliste. Le montant monétaire du salaire ouvrier s'échange en effet contre des biens de subsistance fabriqués en un temps de travail moindre que le temps de travail ouvrier supposé rémunéré par ce salaire. La différence constitue le surtravail. Cet écart entre temps de travail fourni et temps de travail obtenu dans les biens que le salaire permet d'acheter mesure donc l'ampleur du surtravail ou plus-value. Mais de même, cette plus-value n'est captée par le capitaliste, réalisée, que si ce propriétaire des moyens de production parvient à vendre le produit du travail de ses salariés : on a là une sanction par l'échange marchand du pari productif et de l'espoir de plus-value qui lui est lié. Enfin le réinvestissement systématique de cette plus-value dans de nouveaux moyens de production est nécessaire pour accumuler du capital et lutter ainsi contre la concurrence.

Dans la perspective marxiste, si le rapport de production capitaliste voit le jour très progressivement, entre le 12^{ème} et le 15^{ème} siècle, il ne devient véritablement prégnant qu'aux 16^{ème} et 17^{ème} siècles lorsque la séparation du travailleur d'avec ses moyens de production (par exemple avec les enclosures anglaises) et le développement du marché de la terre (Angleterre et Pays-Bas) déterminent une structure d'exploitation basée sur le salariat mais aussi et surtout sur le travail à domicile pour le compte de marchands donneurs d'ordres. Il ne constitue le mode de production capitaliste qu'en étant combiné avec le stade industriel de développement des forces productives, à partir de la fin du 18^{ème} siècle et la révolution industrielle. De ce fait il n'est sans doute pas illégitime de distinguer, chez Marx, l'émergence du capitalisme (16^{ème} – 18^{ème} siècles) liée pour l'essentiel au capital marchand et son arrivée à maturité (fin 18^{ème} et 19^{ème} siècle) coïncidant avec la domination du capital productif.

La question qui se pose alors est bien de savoir comment un capital marchand préalable et l'intensification du commerce extérieur ont pu engendrer le mode de production capitaliste après dissolution du féodalisme. On doit d'abord faire remarquer que le capital marchand qui surgit en Europe, à partir du 10^{ème} siècle, s'est en partie reformé sur les bases d'un commerce de longue distance largement oriental. Cette affirmation recouvre sans doute trois réalités.

Premièrement, le fait que les diasporas actives dans le système-monde afro-urasien dominant, voire monopolisent, le commerce sur longue distance en Europe, déjà même avant le « système-monde mongol » (13^{ème} siècle) ou le contact régulier de Venise avec l'islam (10^{ème} siècle). Ce sont en effet, entre 4^{ème} et 7^{ème} siècles, des commerçants syriens et juifs qui reprennent le commerce de grains vers l'Europe, essentiellement à partir de Byzance, des commerçants grecs qui se placent sur les routes continentales (Pirenne, 2005 ; Rouche, in Fossier, 1982, p.98). Ensuite, avec l'arrivée de l'islam au 7^{ème} siècle, le commerce trans-méditerranéen commence par péricliter, la route de Marseille et de la Provence au Rhin décline tandis que, sur la nouvelle route du Pô, des cluses alpestres et du Rhin, c'est la diaspora juive qui s'installe durablement : « *ils maintiennent les anciens trafics vers l'Afrique par l'Espagne, et vers l'Orient par l'Italie, ils commencent même à s'implanter dans les villes mosanes et rhénanes et entrent en relation avec les marchands francs qui s'enfoncent à la recherche d'esclaves et de fourrures au-delà de l'Elbe* » (ibid., p.490).

Cela signifie, en second lieu, que le capital marchand d'origine européenne (les marchands francs d'esclaves, les marchands d'Amalfi ou de Venise), dépend souvent de trafics intéressant la diaspora juive. De fait cette diaspora est présente dans les principaux relais commerciaux et portuaires, musulmans comme chrétiens, et s'impose donc comme intermédiaire avec le monde musulman (quoique Amalfitains et Vénitiens aillent directement en Afrique du nord à partir du milieu du 8^{ème} siècle (McCormick, 2001, p.118sq.). Les Frisons opérant en Flandre semblent moins dépendants quoique ils fondent une partie de leur commerce sur la vente de produits rhénans (blé) et mosellans, sur lesquels les juifs sont tout aussi actifs. Seuls finalement les commerçants anglo-saxons et scandinaves échapperaient peut-être à une dépendance directe : mais ils s'intègrent évidemment dans l'ensemble d'un réseau commercial européen... Leur capital est donc indirectement lié aux transactions médiatisées par la diaspora juive. Les méthodes propres à cette dernière ont par ailleurs été remarquablement analysées, dans leur rationalité, par Greif (2006).

Troisièmement, cela veut dire que le capital marchand des Cités-Etats italiennes, puis flamandes, ne se développe, à partir du 10^{ème} siècle et surtout après les premières croisades débouchant sur la prise de Byzance par les Vénitiens, en 1204, que par l'ampleur du commerce réalisé avec l'Orient, à travers la mer Noire, les côtes du Levant et l'Egypte, ce qu'Abu-Lughod (1989) a bien décrit pour le 13^{ème} siècle.

Comment ce capital marchand a-t-il ensuite permis la dissolution du mode de production féodal et l'apparition de rapports de production capitalistes proprement dits ?

Dans le débat d'après guerre sur la transition au féodalisme (Dobb et Sweezy, 1977) ce n'était pas tout à fait la question du comment qui était posée mais la simple interrogation quant à l'intérêt d'étudier la responsabilité du capital marchand. Dobb considérait que le principal moteur de cette dissolution se situait, non pas dans les villes ou le grand commerce, de fait compatibles pour lui avec le féodalisme, mais bien dans l'épuisement du rapport de production féodal lui-même et dans la lutte engagée par les serfs contre les pressions des seigneurs les poussant à produire davantage [thèse partagée par Bois, 1976]. Ces luttes auraient entre autres débouché sur la libération de la petite production marchande des paysans et c'est de celle-ci, « *dans la mesure où elle assure l'indépendance d'action et introduit une différenciation sociale, que le capitalisme est sorti* » (Dobb, 1977, p.83). Sweezy (ibid., p.45-77) arguait au contraire que le féodalisme était trop résistant pour être dissous de l'intérieur (la concurrence entre seigneurs n'amenant pas, comme dans le capitalisme, une révolution dans les méthodes de production, p.49) et que la force déterminante ne pouvait en conséquence être qu'externe. Or justement, les villes et le commerce libre qui leur est lié attirèrent les paysans opprimés, contribuant donc à renforcer les paysans restant face aux seigneurs et ainsi les changements internes à la campagne (p.54-56). Néanmoins, Sweezy faisait une différence entre la dissolution, par le commerce et l'urbanisation, du rapport féodal de production et l'apparition du capitalisme, cette dernière ne résultant pas directement de la libération de la petite production marchande mais plutôt de l'existence d'un capital marchand de plus grande envergure qui, dès le 16^{ème} siècle, exploitera le travail, sous la forme du *putting-out system* et du salariat.

Pour Meiksins-Wood (1999), ce premier débat restait fortement marqué par l'idée implicite que la commercialisation de l'économie est une tendance naturelle menant inéluctablement au capitalisme, soit que la libération de la petite production marchande s'avère quasi-suffisante pour entraîner ce capitalisme chez Dobb, soit que le commerce se révèle le dissolvant

indispensable pour lever les contraintes du féodalisme chez Sweezy. Il y aurait là un raisonnement téléologique, la fin connue dirigeant le cheminement, le capitalisme latent trouvant les étapes naturelles de son actualisation... Meiksins-Wood prend bien soin, au contraire, de montrer que la commercialisation de la production agricole, le grand commerce et l'urbanisation n'ont débouché que très rarement sur le mode de production capitaliste (ibid., p.74-80). Il y a donc une discontinuité fondamentale entre commercialisation de l'économie et capitalisme, un saut qualitatif dont il faut rendre compte et c'est là tout le problème de la transition. Ce qu'il s'agit de montrer c'est « *comment l'agriculture commercialisée est devenue agriculture capitaliste, comment la possibilité du commerce s'est transformée non seulement en la réalité de ce dernier, mais aussi la nécessité d'une production concurrentielle, comment les opportunités de marché sont devenues des impératifs de marché* » (ibid., p.49).

Le débat va précisément rebondir sur ces questions, dans les années 1980, avec la discussion des travaux de Brenner (1976, repris avec le débat qui a suivi dans Astor et Philpin, 1985). Cet auteur considère que le commerce n'explique rien. En revanche, le capitalisme serait engagé dans l'agriculture anglaise lorsque les fermiers en tenure (qui parfois emploient des salariés), comme leurs propriétaires, deviennent strictement dépendants du marché pour obtenir leurs moyens de subsistance. Quand cela arrive-t-il ? C'est fondamentalement au 16^{ème} siècle que ce capitalisme agraire émergerait. Face à des paysans qui ont amené, par leurs luttes, la disparition du servage, donc la disparition d'une source extra-économique de revenus pour la noblesse, les *landlords* concentrent la terre en des propriétés plus grandes que partout ailleurs. Soucieux d'en finir avec les droits coutumiers sur la terre, qui fixaient les redevances des tenanciers, en monnaie mais à un niveau immuable, l'aristocratie remplace ces droits par des baux établis par contrat. Les tenanciers deviennent alors des *leaseholders*. Par ailleurs la valeur de ces baux est de plus en plus fixée en fonction des conditions du marché. Ceci obligerait les tenanciers à améliorer les terres, à en accroître le rendement, de façon à pouvoir payer des loyers qui, de toute façon, vont suivre l'augmentation moyenne de la productivité. De la même façon les propriétaires seront enclins à améliorer eux-mêmes ces terres avant de les louer puisque le niveau du bail en dépendra. Dans ces conditions, le gain de productivité devient un réel impératif pour le tenancier : il pourra alors espérer faire un gain monétaire supérieur à la hausse probable du niveau des loyers. La rentabilité de la terre est tout aussi impérative pour le propriétaire qui, non seulement garantit ainsi ses propres moyens de subsistance, mais encore peut espérer louer plus cher sa terre ultérieurement. Si productivité et rentabilité ne sont pas au rendez-vous, la subsistance même des deux catégories sociales peut être mise en défaut et, dans le cas du fermier, il peut même perdre l'usage de la terre cultivée. Brenner parle en ce sens d'une « *symbiose entre tenancier et propriétaire foncier établissant une coopération mutuelle en matière d'investissement et d'amélioration* » (Aston et Philpin, 1985, p.51). De fait on sait que ce capitalisme agraire s'enracine dans la dépossession plus générale des droits coutumiers amenée par le mouvement dit des *enclosures* et consistant à récuser, par clôture des terres possédées, d'une part tout droit d'usage (jardinage, vaine pâture, glanage) des paysans pauvres sur les communaux et d'autre part toute présence des *copyholders* (tenanciers de droit ancien) sur l'*open-field* (terres anciennement soumises à un assolement collectif et affectées aux familles participantes) (Bloch, 1967).

Reprenant les thèses de Brenner, Meiksins-Wood (1999) a montré la différence entre cette logique et celle qui préside par exemple au grand commerce. Dans ce dernier cas, le profit est une opportunité mais pas un impératif contraignant. Si ce profit vient à faiblir, il conduira à chercher des privilèges commerciaux nouveaux auprès de l'Etat, à court-circuiter un

concurrent par la ruse ou se créer un monopole, à pénétrer un nouveau marché ou trouver un autre produit à vendre : autrement dit il existe des moyens extra-économiques ou stratégiques pour redresser le niveau du profit, moyens que précisément les diasporas et Cités-Etats savaient mettre en œuvre (Hicks, 1974, p. 55). Par ailleurs, le marchand n'a pas vocation à céder ou louer l'outil commercial qu'il a créé, une absence de profit provisoire ne sera donc pas sanctionnée par le marché. Surtout, il ne sera presque jamais conduit à l'époque, en cas de difficultés, à diminuer le coût à la production des biens qu'il écoule. Il en va tout autrement du capitaliste agraire ou de son tenancier, sanctionnés par le marché si leur terre ne fait pas l'objet d'améliorations au moins standards permettant une baisse des coûts de production. L'amélioration de la terre et de son exploitation, donc la hausse de la productivité du travail, est le seul moyen facilement mobilisable par le capitalisme agraire pour contrer une baisse de rentabilité qui serait immédiatement sanctionnée par le marché...

Le capital marchand semble exclu de cette configuration qui marque pourtant un authentique « passage » au rapport de production capitaliste : privation des producteurs directs de leurs moyens de production, accumulation de ces moyens entre quelques mains, marchandisation de la substance même des acteurs évincés à travers la nécessité pour eux de vendre leur force de travail. Mais ce n'est là qu'une apparence. Les *enclosures* commencent en effet à la fin du 15^{ème} siècle avec la hausse du prix de la laine, stimulée par le débouché néerlandais, et plus généralement l'exportation de vêtements anglais : reprendre les terres et les enclore pour mettre des moutons à la place de céréales devient une « opportunité ». Ce premier mouvement est donc très lié à l'action des *Merchant Adventurers* londoniens, ces commerçants particulièrement actifs entre l'Angleterre et sa voisine (mais aussi la Prusse et les pays scandinaves). Le capital marchand est bien l'élément qui déclenche cette première phase, ce que Brenner a du reste très clairement reconnu (Astor et Philpin, 1985, p.324).

Bloch (1967, p.105-112) montre cependant que la seigneurie anglaise cherche depuis longtemps à restaurer ses domaines travaillés par des ouvriers agricoles. En effet la progression des tenures paysannes au détriment des domaines (intervenue depuis le 11^{ème} siècle et reprise après la peste) s'accompagne de rentes foncières vraisemblablement fixes en termes de numéraire. Mais d'une part le rognage des pièces (qui perdent ainsi leur poids en or ou argent), d'autre part la hausse des prix, font qu'une rente fixe en monnaie perd souvent de sa valeur métallique comme de son pouvoir d'achat. Par ailleurs, dès que le prix des céréales augmente, à condition que les prix de ses inputs ne suivent pas, le tenancier bénéficie d'un effet d'aubaine dont la seigneurie ne profite pas. Dans les dernières années du 15^{ème} siècle, la reprise de la hausse des prix, notamment céréaliers (Abel, 1973, p.88), stimule donc la noblesse dans son effort pour limiter le principe des tenures. L'incitation paraît donc ici indépendante du capital marchand et liée à l'évolution historique du féodalisme.

Mais cette incitation est surtout spectaculairement accrue avec la hausse, à partir du second tiers du 16^{ème} siècle, du pouvoir d'achat ibérique, et par contrecoup de l'ensemble du pouvoir d'achat européen. Ce dernier permet aux Anglais de vendre désormais à l'exportation leur propre textile, d'abord pour l'essentiel vers Anvers et les Provinces Unies, puis vers la péninsule ibérique, la Méditerranée et même la Russie à la fin du siècle. Dans le même temps, la montée brutale des prix agricoles, sans que les prix industriels (donc aussi des inputs agricoles) suivent (Hill, 1969, p.61), renforce l'ardeur des seigneurs à récupérer des terres. Cependant, les appropriations effectives resteraient très limitées, environ 3% des terres seulement à la fin du 16^{ème} siècle (Jacquard in Léon, 1978, p.411), preuve de réactions de la monarchie à un processus profondément déstabilisateur de l'ordre social. Le mouvement des *enclosures* ne s'arrêtera cependant plus, du fait de la création de ce système-monde moderne,

et s'amplifiera après 1640 et surtout 1688, lorsque la gentry accroîtra son pouvoir politique à travers la victoire du Parlement sur la monarchie.

Au final il semble clair que le capital marchand est déterminant dans cette opération, mais dans le cadre d'une conjoncture particulière où l'évolution même du rapport de production féodal poussait à la réforme foncière. En clair, la montée du prix de la laine à la fin du 15^{ème} siècle donne un argument de plus aux propriétaires fonciers déjà structurellement enclins à enclencher les *enclosures*. Et désormais, le capital marchand a objectivement les mêmes intérêts qu'eux. Lorsque le système-monde moderne se met en place, cette connivence se renforce de façon déterminante et déclenche un mouvement irrésistible... En ce sens les marxistes auraient bien l'explication de l'émergence du capitalisme, un capital marchand de plus en plus important faisant basculer l'évolution endogène du rapport de production féodal dans le sens d'une soumission, non plus aux opportunités, mais aux impératifs du marché.

WEBER ET LES CONDITIONS PREALABLES A LA RATIONALISATION DE LA RECHERCHE DU PROFIT

Chez Weber, le capitalisme est une organisation de l'économie qui permet une recherche rationnelle du profit. Cet auteur distingue, on le sait, les économies de subsistance de celles qui sont mues par la recherche du profit. Ces dernières ne sont cependant pas nécessairement capitalistes. Bien des activités justifiées par l'appât du gain ont existé dans le passé sans mériter ce qualificatif (ainsi du pillage du Pérou par Pizarro) dans la mesure où cette recherche de profit n'avait rien de rationnel. Pour que cette rationalité émerge, il faut qu'un calcul précis de rentabilité soit possible, lequel requiert l'existence d'un compte de capital digne de ce nom. Parallèlement Weber (1991) montre que six conditions structurelles doivent accompagner ces progrès de la comptabilité : appropriation des moyens matériels de production par des entreprises lucratives privées ; liberté de marché ; technique et droit rationnels ; existence et disponibilité de travailleurs libres ; commercialisation de l'économie (c'est-à-dire notamment spécialisation systématique des producteurs). Sans toutes ces conditions, en effet, il devient difficile de produire, de vendre, de gérer les conflits des affaires, dans des conditions acceptables. Et la réalisation progressive de ces différentes conditions montre que le capitalisme est une construction sociale, sans doute contingente quant aux formes de son élaboration historique, mais nécessaire dans son principe, dès lors que l'économie est tournée vers le profit et se pose la question de le pérenniser.

Ces conditions apparaissent précisément, dans leur cohérence globale et pour l'essentiel, entre la fin du Moyen-âge et le 19^{ème} siècle. L'appropriation privée des moyens de production serait certes très ancienne, apparaissant dès l'empire romain et la Grèce antique (en fait sans doute en Mésopotamie, dès le deuxième millénaire avant l'ère commune – voir ci-après). Elle serait cependant alors orientée surtout vers l'approvisionnement de *l'oikos*, du domaine : la terre possédée permet de fournir les nécessités ou de produire un surplus échangeable contre les produits que l'on ne peut fabriquer soi-même. Elle ne commencerait à se tourner vers la production en vue du profit, selon Weber, qu'au 12^{ème} siècle en Angleterre et franchirait un palier décisif avec la révolution des *enclosures* aux 16^{ème} et 17^{ème} siècles. Pour ce qui est de la liberté de marché, elle correspond à la marginalisation des guildes et corporations, laquelle progresserait significativement, aux Pays-Bas, au 17^{ème} siècle. La technique rationnelle connaîtrait un incontestable franchissement de seuil avec les innovations de la fin du 18^{ème} siècle tandis que le droit rationnel (notamment de la propriété) émergerait à la fin du Moyen-âge mais ne cesserait ensuite de se perfectionner. L'existence de travailleurs libres serait elle aussi stimulée de façon décisive par le mouvement des *enclosures*, quoique la parfaite

mobilité du travail salarié n'apparaisse que dans les années 1830 en Angleterre. Enfin la commercialisation de l'économie émergerait nettement, au cours du 17^{ème} siècle, avec le choix des paysans néerlandais d'abandonner la production alimentaire pour des cultures de rente (fleurs, plantes textiles ou tinctoriales), puis avec l'apparition du commerce de gros au 18^{ème} siècle, enfin avec l'émergence de marchés de titres à la même époque Terminons cette revue des conditions weberiennes du capitalisme en précisant que le compte de capital, au sens technique de ce terme, apparaîtrait lui aussi de façon décisive au début du 17^{ème} siècle aux Pays-Bas (sur la base d'avancées préalables dans les cités italiennes du Moyen-âge). Le capitalisme est donc, chez Weber, une construction sociale progressive débouchant sur une rationalisation de la recherche du profit.

Dans cette perspective, il apparaît immédiatement que trois des conditions weberiennes au moins sont facilitées par l'économie extérieure et relèvent d'une analyse en termes d'histoire globale. En particulier, la création d'entreprises lucratives privées et concentrant les moyens de production agricoles est bien, en Angleterre et à partir du 16^{ème} siècle, permise par les débouchés textiles extérieurs et la prégnance du capital marchand. La disponibilité de travailleurs libres est elle-même un effet collatéral des *enclosures* qui marquent cette appropriation privée des moyens de production. La commercialisation de l'économie enfin est liée à ce double mouvement, de plus en plus de travailleurs devant acheter leur subsistance et les tenanciers ou propriétaires devant faire de même du fait de leur spécialisation agricole. La question se pose alors de savoir si l'ensemble des conditions de la rationalisation de la recherche du profit ne dépend pas de l'interconnexion des économies comme un préalable nécessaire. Nous ne traiterons ici que de l'exemple des techniques rationnelles.

Il est désormais clair que les débouchés extérieurs ont constitué un stimulant majeur dans la révolution industrielle et notamment stimulé les secteurs qui furent les premiers à innover comme le textile (Verley, 1997). L'histoire économique globale, de son côté, en particulier à travers le débat entre Goldstone (2002, 2009) et Pomeranz (2000, 2009), a permis de mieux comprendre dans quelle mesure l'émergence de techniques rationnelles dépend de l'expansion géographique des échanges et de la formation du système-monde moderne. On reconnaît aujourd'hui que l'innovation technique est bien un phénomène d'appropriation et de reformulation de techniques souvent apparues en dehors de la société qui les développera le mieux. Si les techniques productives de base, notamment agricoles, semblent essentiellement chinoises (Temple, 2007), si les techniques commerciales et financières doivent beaucoup au monde musulman (Udovitch, 1970 ; Goitein, 1999), il n'en reste pas moins que ces techniques ont beaucoup circulé dans l'histoire globale et ont suscité imitations, méthodes concurrentes, reformulations et dépassements (Pacey, 1996 ; Norel, 2009). C'est notamment à travers de profondes transformations et surtout une reformulation totale, dans le cadre d'une démarche scientifique abstraite en pleine progression, que l'Europe s'approprie, à partir du 17^{ème} siècle, certaines techniques textiles chinoises, la technique de fabrication de l'acier indien ou le procédé chinois de co-fusion. Goldstone (2002 ; 2009) a particulièrement bien montré comment ces transformations, et surtout les spectaculaires progrès concernant la machine à vapeur (peut-être connue, dans son principe de base, des Chinois au 14^{ème} siècle – Hobson (2004, p.208) – ce que nuance cependant fortement Temple (2007, p.72-73) sont dépendants d'une véritable culture d'ingénierie, d'une « science des machines » qui s'est développée spécifiquement en Grande-Bretagne. Autrement dit, le moment décisif des innovations constituant la technique rationnelle chère à Weber, serait exclusivement européen et surtout britannique, sur des bases anciennes asiatiques totalement repensées.

Sans nier cette réalité, Pomeranz (2009) tente de contextualiser cette poussée innovatrice. Elle s'est déroulée dans le cadre d'une augmentation prodigieuse des terres utilisables par la Grande-Bretagne, permettant à la fois de nourrir à meilleur marché la population britannique (sucre, thé) et de fournir les matières premières de la production textile (coton). En libérant de la main d'œuvre agricole, l'obtention de terres arables à l'étranger a permis à la fois de concrétiser la croissance industrielle britannique et de susciter une émigration qui, non seulement a permis le développement américain, mais encore a fourni des débouchés croissant à l'industrie d'exportation anglaise, donc justifié l'innovation. L'obtention de matières premières textiles a de son côté permis de rentabiliser les innovations propres à cette branche par la possibilité de produire à très grande échelle, stimulant en conséquence l'inventivité britannique. Pomeranz ajoute à cela que la « chance » britannique consistant à détenir des mines de charbon nombreuses et proches des centres d'activité industrielle a justifié l'usage de la machine à vapeur (pour pomper l'eau des couches plus profondes) et ainsi contribuer à produire de l'énergie à coût faible. Et l'auteur de conclure que « le poids relatif du charbon, du monde atlantique et des autres facteurs parallèles au changement technologique n'est pas crucial. Ce qui importe c'est que sans les effets combinés de ces facteurs, la *« science des machines » n'aurait pas pu, à elle seule, créer un essor soutenu* » (Pomeranz, 2009, p.360).

Il serait sans doute possible d'analyser également le poids des flux économiques globaux dans la mise en place de la liberté de marché, voire dans celle du droit rationnel, soit les deux dernières conditions de la recherche rationnelle du profit chez Weber. On pourrait aussi rappeler que les avancées les plus décisives de la comptabilité en partie double se font aux Pays-Bas, au début du 17^{ème} siècle, avec les travaux de Stevin, donc au moment où ce pays acquiert une provisoire hégémonie sur le système-monde. Mais l'essentiel est sans doute ailleurs. D'un point de vue théorique, l'ensemble des effets de l'expansion géographique des échanges, évidemment identifiables à un approfondissement de la division internationale du travail, amènent à réévaluer ce qu'il est coutume de présenter comme une « croissance smithienne ». L'hypothèse développée ici est que, dans la mesure où cette expansion est étroitement corrélée avec la création, dans les pays situés en position centrale, des conditions, c'est-à-dire plus fondamentalement des institutions mêmes du capitalisme, le mouvement en jeu relève sans doute davantage d'une véritable « dynamique smithienne du changement structurel ». C'est peut-être ce point que Braudel n'a pu que schématiquement explorer, notamment parce que, dans son œuvre, l'analyse des effets objectifs de l'action du capital marchand sur les économies nationales cède trop souvent le pas à l'analyse des pratiques du capital marchand.

CROISSANCE SMITHIENNE ET CREATION DES INSTITUTIONS DU CAPITALISME

Pour Smith le développement économique dépend de façon cruciale de l'étendue du marché, car des ventes accrues permettent une division du travail. Cette dernière peut être interne à l'entreprise, à l'image de sa fameuse description de la manufacture d'épingles. A l'intérieur de celle-ci, la division du travail entre les ouvrières permet une plus grande habileté de chacune, une économie de temps, des innovations techniques éventuelles sur les tâches devenues élémentaires (Smith, 2000, p.12-16). Mais la division du travail est aussi externe à l'entreprise et le gain de productivité résulte alors de la spécialisation de producteurs indépendants. Quant à l'étendue du marché, si elle augmente avec la liberté de commercer à l'intérieur d'une nation, elle est évidemment accrue par le commerce extérieur qui devient alors une source majeure de la division du travail. Pour Smith, grâce au commerce étranger, les pays vont donner « *une valeur à leur superflu en l'échangeant contre quelque chose* »

d'autre qui peut satisfaire une partie de leurs besoins (...). De cette façon l'étroitesse du marché intérieur n'empêche pas la division du travail dans toutes les branches des arts ou de l'artisanat et de l'industrie d'atteindre sa perfection la plus haute » (ibid., p.459).

Smith affirme ici deux choses. C'est d'abord que le commerce extérieur permet l'écoulement des productions excédentaires qui naissent des limitations du marché intérieur : ce commerce permet de lever les blocages internes au développement. C'est ensuite, dans la même logique, l'idée que le commerce extérieur, en augmentant la « puissance productive », permet l'acquisition d'avantages non naturels dans l'échange. L'acquisition de ces avantages ne concerne cependant que « *les arts, l'artisanat et l'industrie* » car la division du travail concerne peu l'agriculture (ibid., p.12). Smith n'est donc pas le penseur figé qu'on se plaît à dépeindre : les avantages commerciaux se construisent et ne sont pas donnés. Par ailleurs, et ce point est trop souvent passé sous silence, il prône logiquement l'usage du commerce extérieur pour les pays capables de « *s'industrialiser* », *en quelque sorte comme moyen pour mener à bien cette « industrialisation »* (Palloix, 1969, p.40-41).

On peut faire deux objections à cette interprétation inhabituelle de sa pensée. En premier lieu, il ne peut avoir conscience de l'industrialisation (au sens contemporain du terme), celle-ci s'esquissant à peine au moment de l'écriture de la « Richesse des Nations ». En revanche il a parfaitement conscience que l'industrie, c'est-à-dire en son temps l'activité de production d'artefacts (appelé alternativement « *art* », « *manufacture* » ou « *fabrique* » (Braudel, 1979, t.2, p.259) peut faire des gains de productivité substantiels. En second lieu, et dans d'autres passages, il entre en contradiction avec cette idée puisqu'il réfute l'intérêt de se protéger, précisément dans le but de construire cet avantage industriel (Smith, 2000, p.470). Au-delà d'un laissez faire parfois viscéral, sa thèse est pourtant logiquement une théorie de la dynamique économique et du changement structurel. Ce ne sont finalement pas tant les gains quantitatifs et immédiats du commerce extérieur qui importent que les gains qualitatifs et dynamiques de ce dernier. Le commerce extérieur est bien un facteur clé du changement structurel.

Il doit alors être clair que la thèse de la « croissance smithienne par les débouchés extérieurs », à laquelle on réduit souvent l'apport de Smith, ne lui rend pas complètement justice. Cette thèse énonce que la vente à l'extérieur, en stimulant la division du travail, permettrait de produire plus et à moindre coût en travail, donc d'obtenir une croissance plus forte. Le phénomène serait cumulatif dans des limites technologiques données : le marché externe permettrait de produire à moindre coût mais cette diminution, si elle est transférée dans les prix, autoriserait un accroissement mécanique de ce même marché externe. Et ainsi de suite tant que la baisse de prix peut continuer et que les consommateurs réagissent positivement à cette baisse... Seule cependant l'utilisation de techniques nouvelles permettrait de dépasser les blocages ultérieurs inévitables. Pour qualifier ce lien entre croissance smithienne et stimulation de nouvelles technologies, Goldstone (2002) parle d'« *efflorescence* », phénomène qui se retrouverait dans la Chine des Song, les Pays-Bas du 17^{ème} siècle ou encore le Japon des Tokugawa. Dans cette perspective, Smith préparerait donc le terrain pour les thèses de Schumpeter en développant toutes les conséquences de la simple division du travail et en montrant la nécessité *in fine* de l'innovation technologique pour franchir un saut qualitatif.

Smith a en fait mis le doigt sur quelque chose de plus fondamental... Il semble possible d'étendre, de qualifier l'idée de « croissance smithienne » dans deux dimensions de nature distincte. La première dimension est donc celle du changement structurel, des transformations

économiques institutionnelles (notamment l'industrialisation et ses conséquences en matière de statut du travail) et non plus seulement la croissance quantitative. La seconde dimension est relative à ce que recouvre le marché extérieur. D'une part le marché extérieur ne se réduit nullement à des débouchés pour les exportations nationales. Ce marché, ce sont aussi, précisément grâce aux recettes tirées des exportations, des importations possibles, dont certaines pourront s'avérer stratégiques comme celles que l'on tire des colonies (comme l'a développé Pomeranz). En modifiant donc la quantité et la nature des produits importables, le marché extérieur est donc facteur de changement structurel par un autre biais que les purs débouchés. Mais d'autre part, le marché extérieur est aussi une source éventuelle de capital pour une économie, donc un levier pour obtenir les moyens de toute transformation structurelle. A la thèse de la « croissance smithienne par les débouchés extérieurs » il faudrait donc substituer celle, plus générale, du « changement structurel smithien par le marché extérieur ».

Le marché extérieur, entendu en ce sens large, serait non seulement un facteur de changement structurel mais aussi à l'origine de la « grande divergence » entre la Chine et l'Europe, donc finalement source de ce qui ferait l'essor relatif de l'Occident (Pomeranz, 2000). Ce dernier point peut aussi être présenté différemment en reprenant librement les travaux récents d'Arrighi (2007). Pour cet auteur, la divergence doit non seulement être analysée en termes de dotations ou d'avantages différents, mais encore en tenant compte des trajectoires spécifiques à l'Europe et à la Chine. La dynamique smithienne peut alors se traduire, en fonction des conditions socio-politiques sous-jacentes, par deux types de développement ultérieur.

La première évolution consiste en un approfondissement de l'économie de marchés, matérialisé non pas par une séparation des producteurs d'avec leurs moyens de production, mais au contraire par un renforcement de l'économie paysanne, la mise en place d'ateliers ruraux à dominante familiale, l'accès plus large de ce type de producteurs aux marchés locaux ou lointains. L'exemple caractéristique de ce « cours naturel du développement » serait évidemment la Chine, notamment à partir de la dynastie Tang (Adshead, 2000 et 2004) où, pour la première fois sans doute, l'Etat impérial choisit d'encourager les ateliers textiles ruraux et familiaux, conduisant ainsi à des transformations profondes de la société, y compris en ce qui concerne le sens de l'institution du mariage. « *Dans ce « progrès naturel vers l'opulence », virtuellement présent dans toute nation acceptant la libéralisation des échanges, le capital est d'abord affecté à l'agriculture, puis aux manufactures et enfin au commerce international, assurant ainsi l'enrichissement progressif du pays et des villes. L'expansion de la production agricole crée ainsi une demande d'investissement dans les manufactures, et ces deux secteurs génèrent un surplus de biens échangés à l'extérieur pour des biens de plus grande valeur (avantages comparatifs), l'expansion du Marché assurant alors de nouvelles sources de profit* » (Beaujard et al, 2009, p.30). L'Etat détient alors un rôle surtout incitatif et consistant à permettre l'élargissement progressif du marché, dans le cadre d'une dynamique smithienne partant de la production paysanne et débouchant *in fine* sur le commerce extérieur. Le développement est alors très intensif en facteur travail mais chercherait peu à utiliser le capital et l'énergie, a priori trop coûteux (Sugihara, 2003). Ce scénario correspond enfin assez bien à l'idée braudelienne que les marchands capitalistes ne font que couronner un édifice qui s'est en grande partie construit indépendamment de leurs pratiques.

A l'opposé, dans une seconde trajectoire, « *le commerce est utilisé politiquement pour provoquer des changements institutionnels majeurs parallèles à la croissance recherchée (...)*. Pour Smith [2000, t1, p. 405-406], la *Hollande est ainsi le prototype de cette trajectoire, au cours artificiel et rétrograde (unnatural and retrograde)* : les villes utilisent alors le

commerce extérieur imposé pour entraîner l'émergence des manufactures, qui, ensemble, stimulent à leur tour les principales transformations de l'agriculture » (ibid, p.29). Cette dynamique suppose cependant une intervention décisive de l'Etat qui, en synergie avec ses marchands, n'hésite pas à intervenir militairement pour précisément « imposer » le commerce extérieur profitable dont l'économie centrale fera un usage structurant. Elle conduirait aussi à une séparation violente et relativement rapide des producteurs d'avec les moyens de production, comme l'illustre le modèle britannique. Elle se baserait enfin sur un usage privilégié du capital et de l'énergie dans le cadre d'une rareté relative de la main d'œuvre.

Si Braudel a été pionnier dans l'analyse de cette seconde trajectoire, et singulièrement de son incarnation néerlandaise (1979, t.3), il a sans doute laissé échapper la première, peut-être gêné dans son analyse par l'importance accordée en général à l'inertie des structures du quotidien, laquelle semble contredire le « *cours naturel vers l'opulence* ». Mais à l'inverse, l'intuition de Braudel concernant cette inertie peut sans doute être utile pour comprendre les blocages ultérieurs de cette première dynamique smithienne dans le cadre chinois. Confrontée au fameux *high equilibrium trap* cher à Elvin (1973), la Chine n'aurait réussi à proroger l'équilibre que par une reproduction des structures traditionnelles, intensives en travail. Deng (1999) l'a remarquablement exprimé : « *le problème de la Chine n'a pas été la recherche de rentes par les seigneurs ou le gouvernement, ni l'incapacité des petits paysans à dégager un surplus, mais la forte propension, doublée d'une grande efficacité, de la paysannerie à canaliser le surplus agricole vers la croissance de la population* » (1999, p.28). La Chine s'est alors trouvée prise dans un équilibre récurrent « responsable à la fois pour un succès économique durable et l'échec à poursuivre sur la voie du capitalisme industriel (ibid., p.32).

A l'inverse, l'étape capitaliste du développement européen, sans doute ténu et quelque peu superficiel mais conjuguant durablement intérêts marchands et finalités de l'Etat, aurait clairement montré son pouvoir corrosif sur les institutions économiques. Plus théoriquement, il semble possible de traduire cette influence transformatrice en termes de création de systèmes de marchés. Un système de marchés manifeste la synergie entre marchés de biens et marchés de facteurs de production (terre, travail et capital). Seule l'existence de marchés de ces facteurs, à côté des marchés de biens (par définition plus anciens et plus acceptables socialement), permet de répondre à des signaux de prix donnés : la hausse du prix d'un bien donné ne débouchera sur une production accrue (exemple de jeu de l'autorégulation marchande) que si ces marchés de facteurs fonctionnent sagement. La création sociale de marchés de facteurs dynamise donc l'économie territoriale, explique sa progression, voire sa transformation en économie capitaliste quand le marché du facteur travail devient effectif.

Or ce qui est caractéristique dans la première dynamique smithienne, c'est sa capacité à stimuler efficacement marchés de la terre et du capital (Pomeranz montre abondamment que ces marchés sont plutôt plus souples et concurrentiels en Chine qu'en Europe au 17^{ème} siècle) mais en revanche son incapacité à développer le marché du travail salarié, voire même le marché du travail domestique directement exploitable par un marchand dans le cadre du *putting-out system*. En revanche, la force de la seconde dynamique smithienne, c'est qu'elle stimule les marchés de la terre et du capital d'une façon classique, mais en revanche contribue rapidement à créer un marché du travail fondé sur l'exploitation directe par un commerçant du travail à domicile comme sur le salariat. Il est tout à fait symptomatique que la progression du marché du travail salarié se mette en place, en Angleterre, dès les 12^{ème} et 13^{ème} siècles, dans une période où le stock métallique anglais s'accroît considérablement du fait d'un excédent commercial extérieur probable. Au 11^{ème} siècle, la totalité du travail productif est servile ou liée aux obligations féodales, mais en 1300, le travail salarié représenterait entre 20 et 25% du

travail total dépensé dans la production de biens et services (Britnell, 1993, p.364). C'est sans doute là une première période d'influence capitaliste en Angleterre, laquelle préfigure les transformations qu'induiront les marchands anglais à partir du 16^{ème} siècle (Britnell, 1996 ; Campbell, 2005 ; pour une synthèse, voir Norel, 2007).

Et il existe sans doute une différence fonctionnelle importante entre ces deux types de marchés du travail. En clair, il n'est pas sûr que le travail exploité à partir d'une petite production marchande puisse longtemps l'être aussi efficacement que le travail salarié, du point de vue de l'accumulation, ce que toute l'histoire de la manufacture et de la grande industrie semble montrer. Autrement dit il semble que la première dynamique ne puisse, par définition, déterminer qu'un « quasi-marché » du travail, à la différence de la seconde dynamique, elle-même tirée par l'insertion progressive des marchands capitalistes dans le processus de production. Là se situerait peut-être un avantage décisif de l'Europe, atout clairement lié à une dynamique smithienne très particulière et largement (mais pas exclusivement, comme la précocité anglaise le montre) fondée sur le système-monde moderne.

CONCLUSION

Au final, nous espérons avoir montré ici combien l'histoire globale peut apporter à la problématique des origines du capitalisme, moins d'ailleurs dans sa filiation braudélienne directe, que par son articulation aux approches marxistes et weberiennes traditionnelles. Comprendre les origines du capitalisme européen passe alors par l'approfondissement des dynamiques de changement institutionnel et la reconnaissance du poids déterminant du « marché extérieur », au sens large, dans leur mise en place. Ce faisant, il devient aussi possible d'éclairer les divergences entre certaines trajectoires de développement asiatiques et la trajectoire propre à l'Europe. Nous n'avons pas pour autant abordé ici toutes les dimensions de ce problème. En particulier, il est clair que la dynamique smithienne du changement structurel ne joue que dans des contextes de centralité au sein du système-monde et, en ce sens, reste dépendante d'un rapport très particulier entre l'Etat et les marchands. C'est en particulier en instrumentalisant « ses » marchands que l'Etat en position dominante peut véritablement contribuer à engendrer certaines des institutions clés du capitalisme. Mais ceci renvoie à une analyse du type spécifique de « raison d'Etat » qui apparaît, en Europe, à la fin du 16^{ème} siècle, analyse qui ne peut être développée ici.

BIBLIOGRAPHIE

- ABEL W. [1973], *Crises agraires en Europe, 13^{ème}-20^{ème} siècle*, Paris, Flammarion.
- ABU-LUGHOD J.L. [1989], *Before European Hegemony – The World System 1250-1350*, Oxford, Oxford University Press.
- ADSHEAD S. [2000], *China in World History*, Basingstoke, Macmillan.
- ADSHEAD S. [2004], *Tang China – The Rise of the East in World history*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- ARRIGHI G. [1994], *The Long Twentieth Century, Money, Power and the Origins of our Times*, London, Verso.
- ARRIGHI G. [2007], *Adam Smith in Beijing – Lineages of the Twenty-first Century*, Times, London, Verso.
- ASTON T., PHILPIN C. [1985], *The Brenner Debate : Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe*, Cambridge, Cambridge University Press.
- BAECHLER J. [1971], *Les origines du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- BARENDSE R.-J. [2002], *The Arabian Seas, The Indian Ocean World of the Seventeenth Century*, Armonk, M.E. Sharpe.
- BEAUJARD Ph. [2005], "The Indian Ocean in Eurasian and African World-Systems before the Sixteenth Century", in *Journal of World History*, vol. 16, n° 4, version française remaniée in Beaujard, Berger, Norel (eds), [2009].

- BEAUJARD Ph., BERGER L., NOREL Ph. [2009], *Histoire globale, mondialisations, capitalisme*, Paris, La Découverte.
- BENTLEY J. [1993], *Old World Encounters, Cross-Cultural Contacts and Exchanges in Pre-Modern Times*, Oxford, Oxford University Press.
- BENTLEY J. [1996], “Cross-Cultural Interaction and Periodization in World History”, *American Historical Review*, vol. 101, n°3, p.749-770.
- BENTLEY J. [1998], “Hemispheric Integration, 500-1500 C.E”, *Journal of World History*, vol. 9, n°2, p.237-254, trad. française in Beaujard, Berger, Norel (eds) [2009].
- BIHR A. [2006], *La préhistoire du capital – Le devenir-monde du capitalisme, tome 1*, Lausanne, Editions Page Deux.
- BLAUT J. [1993], *The Colonizer’s Model of the World*, New York and London, Guilford Press.
- BLOCH M. [1967], *Seigneurie française et manoir anglais*, Paris, Armand Colin
- BOIS G. [1976], *Crise du féodalisme*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- BRAUDEL F. [1979], *Civilisation matérielle, Economie Capitalisme, 15^{ème}-18^{ème} siècle*, 3 tomes, Paris, Armand Colin.
- BRAUDEL F. [1985], *La dynamique du capitalisme*, Paris, Arthaud.
- BRENNER R. [1976], « Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe », *Past and Present*, n°70, February.
- BRENNER R. [1985], “The Agrarian Roots of European Capitalism”, in Astor et Philpin, *The Brenner Debate*, Cambridge, Cambridge University Press.
- BRESSON A. [2000], *La cité marchande*, Bordeaux, Ausonius.
- BRITNELL R. H. [1993], « Commerce and capitalism in late medieval England: problems of description and theory », *Journal of Historical Sociology*, 6.
- BRITNELL R. H. [1996], *The Commercialisation of English Society, 1000-1500*, Cambridge, Cambridge University Press.
- CAMPBELL B. [2005], *Factor markets in England before the Black Death*, paper contributed to the workshop of the Global Economic History Network “Rise, organization and institutional framework of factor markets”, Utrecht.
- CHAUDHURI K.N. [1985], *Trade and Civilisation in the Indian Ocean*, Cambridge, Cambridge University Press.
- CITTON Y. [2007], “L’ordre économique de la mondialisation libérale: une importation chinoise dans la France des Lumières ?”, *Revue Internationale de Philosophie*, n°1, janvier.
- CLARKE J. [1997], *Oriental Enlightenment: The Encounter between Asian and Western Thought*, London, Routledge.
- CURTIN P.-D. [1998], *Cross-cultural Trade in World History*, Cambridge, Cambridge University Press.
- DENG Gang [1999], *The Premodern Chinese Economy. Structural Equilibrium and Capitalist Sterility*, London, Routledge.
- DOBB M. [1969], *Etudes sur le développement du capitalisme*, Paris, Maspéro.
- DOBB M., SWEEZY P. [1977], *Du féodalisme au capitalisme : problèmes de la transition*, 2 tomes, Paris, Maspero.
- ELVIN M. [1973], *The Pattern of the Chinese Past*, Stanford, Stanford University Press.
- FOSSIER R. [1982], *Le Moyen Age, les mondes nouveaux 350-950*, Paris, Armand Colin
- FRANK A. G. [1993], “Transitional Ideological Modes: Feudalism, Capitalism, Socialism” in Frank and Gills, *The World System, Five Hundred Years or Five Thousand?* London, Routledge, p.200-217.
- FRANK A.-G. [1998], *ReOrient: Global Economy in the Asian Age*, Berkeley, University of California Press.
- FRANK A. G., GILLS B. K. [1993], *The World System, Five Hundred Years or Five Thousand?* London, Routledge.
- GERLACH C. [2005], *Wu-wei in Europe, A Study of Eurasian Economic Thought*, Working paper, Global Economic History Network, London School of Economics.
- GERNET J. [1972], *Le monde chinois*, Paris, Armand Colin.
- GOITEIN S. D. [1999], *A Mediterranean Society – The Jewish Communities of the World as Portrayed in the Documents of the Cairo Geniza, vol I, Economic Foundations*. Berkeley, University of California Press.
- GOLDSTONE J. [2002], “Efflorescences and Economic Growth in World History”, *Journal of World History*, vol. 13, n°2, p.323-389. Traduction française partielle in Beaujard, Berger, Norel [eds] [2009].
- GOLDSTONE J. [2008], *Why Europe ? The Rise of the West in World History, 1500-1850*, London and New York, McGraw Hill.
- GOODY J. [2007], *The Theft of History*, Cambridge, Cambridge University Press.
- GREIF A. [2006], *Institutions and the Path to the Modern Economy, Lessons from medieval trade*, Cambridge, Cambridge University Press.
- HICKS J. [1974], *Une théorie de l’histoire économique*, Paris, Seuil.

- HILL C. [1969], *Reformation to Industrial Revolution*, London, Penguin Books.
- HOBSON J. [2004], *The Eastern Origins of Western Civilisation*, Cambridge, Cambridge University Press
- HODGSON M. [1963], "The Interrelations of Societies in History", *Comparative Studies in Society and History*, 5, pp.227-250.
- HODGSON M. [1993], *Rethinking World History, Essays on Europe, Islam and World History*, Cambridge, Cambridge University Press.
- JACQUART J. [1978], « L'offensive des dominants » in Léon, *Histoire économique et sociale du monde*, tome 3, Paris, Armand Colin.
- LANDES D. [1998], *The Wealth and Poverty of Nations*, New York, Norton.
- LEON P., 1978, *Histoire économique et sociale du monde*, 6 tomes, Paris, Armand Colin.
- LOMBARD D., AUBIN J. [1988], *Marchands et hommes d'affaires asiatiques dans l'océan Indien et la mer de Chine : 13^{ème}-20^{ème} siècles*, Paris, EHESS.
- MANNING P., 2003, *Navigating World History*, New York, Palgrave MacMillan.
- MAZLISH B [1998], "Comparing Global History to World History", *Journal of Interdisciplinary History*, 28, pp.385-395.
- McCORMICK M. [2001], *Origins of the European Economy – Communications and Commerce A.D. 300-900*, Cambridge, Cambridge University Press.
- McNEILL W. [1963], *The Rise of the West – A History of the Human Community*, Chicago, University of Chicago Press.
- MEIKSINS-WOOD E. [2002], *The Origin of Capitalism, a longer view*, London, Verso.
- MIELANTS E. [2008], *The Origins of Capitalism and the Rise of the West*, Philadelphia, Temple University Press.
- NOREL Ph. [2004], *L'invention du marché, une histoire économique de la mondialisation*, Paris, Seuil.
- NOREL Ph. [2005], « Le développement économique est-il né en Asie ? » in *Economies et Sociétés*, série F, n°43, 3/2005, p.415-459.
- NOREL Ph. [2007], « Espace mondial et émergence de systèmes nationaux de marchés » in *Polanyi, penser la marchandisation du monde, Cahiers Lillois d'Economie et de Sociologie*, hors série.
- NOREL Ph. [2009], *L'histoire économique globale*, Paris, Seuil.
- NORTHRUP D [2005], "Globalization and the Great Convergence: Rethinking World History in the Long Term", *Journal of World History*, Vol. 16, Issue 3, Hawaii University.
- PACEY A. [1996], *Technology in World Civilization*, Cambridge Mass., MIT Press.
- PALLOIX C. [1969], *Problèmes de la croissance en économie ouverte*, Paris, Maspéro.
- PIRENNE H. [2005], *Mahomet et Charlemagne*, Paris, PUF.
- POMERANZ K. [2000], *The Great Divergence – China, Europe and the Making of the Modern World Economy*, Princeton, Princeton University Press.
- POMERANZ J. [2009], "Le machinisme induit-il une discontinuité historique ? Industrialisation, modernité précoce et formes du changement économique dans l'histoire globale », in Beaujard, Berger, Norel (eds), op. cit.
- ROUCHE M., [1982], « la rénovation carolingienne », in Fossier, [1982], op. cit.
- SILVER M. [1995], *Economic Structures of Antiquity*, Westport, Greenwood Press.
- SMITH A. [2000], *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Paris, Economica.
- SUGIHARA K. [2003], « The East Asian Path of Economic Development. A long-term perspective », in : *The Resurgence of East Asia : 500, 150 and 50 Year Perspectives*, G. Arrighi, T. Hamashita et M. Selden (éds.), Routledge, London, New York, p. 78-123.
- TEMPLE R. [2007], *The Genius of China*, London, Andre Deutsch.
- UDOVITCH A. [1970], *Partnership and Profit in Medieval Islam*, Princeton, Princeton University Press.
- VERLEY P. [1997], *L'échelle du monde. Essai sur l'industrialisation de l'occident*, Paris, Gallimard.
- WALLERSTEIN I. [1974], *The Modern World System*, tome I, New York, Academic Press.
- WALLERSTEIN I. [1985], *Le capitalisme historique*, Paris, La Découverte.
- WEBER M. [1967], *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon.
- WEBER M. [1991], *Histoire économique*, Paris, Gallimard.
- WONG R. B. [1997], *China transformed, Historical Change and the Limits of the European Experience*, Ithaca and London, Cornell University Press.